

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 03 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



THIVENT

Les Fouillouses
71170 ST IGNY DE ROCHE

Références : AC/MV/2022/C_106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement THIVENT implanté Les Fouillouses 71170 ST IGNY DE ROCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THIVENT
- Les Fouillouses 71170 ST IGNY DE ROCHE
- Code AIOT dans GUN : 0024600002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive sur la commune de Saint Igny de Roche ayant une autorisation en date du 18/07/2008 pour 15 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : gestion de l'établissement, remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.5.2.2	/	Sans objet
Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 1.2.1	/	Sans objet
Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 1.4.1	/	Sans objet
Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 1.5	/	Sans objet
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.4	/	Sans objet
Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.1.4	/	Sans objet
Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.2.3.2	/	Sans objet
Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.2.3.3	/	Sans objet
Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.3.2	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.5.2.1	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.5.2.3	/	Sans objet
Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 5.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de graves manquements aux prescriptions réglementaires auxquelles la carrière est soumise. Compte tenu des volumes annuels de production réalisés, il reste un volume de gisement qui ne pourra pas être exploité avant la fin d'autorisation le 18/07/2023. L'exploitant prévoit de demander une prolongation d'autorisation afin d'épuiser le gisement prévu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Productions annuelles
Prescription contrôlée : Production annuelle moyenne : 50 000 t Production annuelle maximale : 75 000 t
Constats : Les derniers bilans de production en tonnes sont : 2021 : 7 000 2020 : 10 000 2019 : 6 000 Le volume de gisement restant est de 365 000 tonnes selon le cubage du dernier plan d'exploitation d'avril 2022 (le volume de gisement prévu par l'autorisation est de 700 000 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclus la phase finale de remise en état du site (cf. article 1.7.5). L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 12 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.
Constats : Compte tenu du volume de gisement restant (365 000 t restant sur 700 000 t de gisement total prévu dans l'autorisation) et de la fin d'autorisation de la carrière le 18/07/2023 (extraction autorisée jusqu'au 18/07/2022), l'exploitant prévoit de déposer une demande de prolongation de la durée de l'autorisation. Cette demande doit être déposée en préfecture à plus de six mois de la fin de la durée d'autorisation, sous forme d'un porter à connaissance de demande de prolongation d'une installation soumise à autorisation. Le dossier de demande doit comporter tous les éléments nécessaires permettant de statuer sur le caractère non substantiel le cas échéant (il devra s'appuyer sur le formulaire DOSEP disponible à l'adresse http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html). Toutes les surfaces exploitables ont été découvertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 m des limites autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,• les positions des fronts,• les cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• les installations fixes de toute nature (basculs, locaux, installations de traitement,...),• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,• les bornes. Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.
Constats : Le dernier plan d'exploitation à l'échelle 1/300 a été relevé le 30 mars 2022 par un géomètre de la société THIVENT SAS.
Observations : Les informations nécessaires sont présentes sauf : <ul style="list-style-type: none">- le bassin de décantation en partie Nord (proche du fossé longeant la route départementale),- l'aire étanche de ravitaillement et de stationnement des engins avec son dispositif de traitement (séparateur hydrocarbure) et les réseaux associés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
Constats : Une clôture est présente sur la périphérie de la carrière (de type grillage sur 1,80m de hauteur de part et d'autre de l'entrée de la carrière sur environ 50 m et de type 3 fils barbelés pour le restant). Une barrière permettant l'accès unique à la carrière est fermée en dehors des périodes de fonctionnement. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées à proximité de la barrière d'entrée et de manière régulière sur la clôture périphérique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction de roche cristalline s'effectue sur une épaisseur maximale de 35 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 400 m NGF.
Constats : En référence au dernier plan d'exploitation, l'extraction du gisement est effectué sur une épaisseur de 35 m. Le carreau de l'extraction est à la cote de 400 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Méthode d'exploitation
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits lors du décapage sont utilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable. Les travaux d'exploitation progressent conformément au plan de phasage en annexe. Les principales caractéristiques d'exploitation sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• en début d'exploitation, un bassin de décantation et sa surverse en direction du fossé en bordure de la RD81 sont aménagés en fond de fouille,• extraction en partie haute du site de manière à aménager une banquette à la cote 430NGF. La hauteur de ce front sera d'environ 5 m,• extraction d'un second étage entre les cotes 415 et 430NGF,• extraction du premier étage entre les cotes 400 et 415NGF.
Constats : Les terres de découvertes ont été réutilisées pour la réalisation de merlons périphériques et la remise en état des fronts supérieurs. La partie restante des terres de découvertes est mise en stock provisoirement en partie Nord de l'emprise avant sa réutilisation pour la remise en état final des fronts. Toute les surfaces exploitables ont été découvertes. L'exploitation suit le phasage prévu mais avec du retard. Elle se situe dans le cours de la phase 2 au lieu d'être en fin de phase 3 terminale. L'exploitation présente 3 fronts d'extraction (1 front inférieur de 15 m, 1 front intermédiaire de 15 m et un front supérieur de 5m). Seul le front inférieur est encore en cours d'exploitation. Un bassin de décantation dont la surverse est dirigée vers le fossé bordant la RD81 est présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stocks
Prescription contrôlée : Afin de minimiser l'impact visuel potentiel des stocks, l'exploitant veillera à ce que les stocks soient positionnés uniquement sur les carreaux bas de la carrière (400 ou 415 NGF).
Constats : Les stocks des matériaux finis se situent sur le carreau de la carrière à la cote 400 m NGF et à proximité des installations de traitement à la cote 414 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état à l'avancement
Prescription contrôlée : Une partie de la remise en état sera réalisée au fur et à mesure de l'exploitation, notamment la mise en sécurité des fronts dès qu'ils auront atteint leur position définitive.
Constats : Les 2 fronts supérieurs qui ne seront plus exploités ont été mis en sécurité (purge des zones instables). La banquette du front supérieur a été réaménagée avec des matériaux de découverte sur lesquels la végétation a repris de manière spontanée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Végétation
Prescription contrôlée : Lors de la remise en état des lieux, l'exploitant doit éviter la reprise du robinier faux acacia.
Constats : NON-CONFORME: absence de suivi de l'espèce végétale potentiellement présente sur le site. Compte tenu de sa forte similarité avec l'acacia "commun", il est préférable d'avoir recours à un botaniste pour identifier la présence de cette plante sur l'emprise. Dans le cas où sa présence est constatée, des mesures de gestion visant à éradiquer les pousses et les arbres présents et à limiter leur développement doivent être proposées par le botaniste. Il est à noter qu'aucuns apports extérieurs de matériaux minéraux ou de déchets minéraux inertes ne sont autorisés pour la remise en état du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.5.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état final
Prescription contrôlée : Le plan de remise en état du site est présenté en annexe du présent arrêté. Les dispositions suivantes sont notamment réalisées : <ul style="list-style-type: none">• évacuation de l'ensemble des déchets et des installations du site,• front résiduel mis en sécurité par purge des éléments instables,• banquettes régaliées de stériles et végétalisées à l'aide d'essences autochtones,• clôture périphérique et portail conservé,• plantations arbustives en limite de site sur merlon.
Constats : Compte tenu du retard de l'exploitation, seule la remise en état partielle des fronts supérieurs a été réalisée. Aucune plantation ou ensemencement n'a été réalisée à ce jour. L'exploitant prévoit de demander une prolongation de la durée d'autorisation de la carrière pour extraire le gisement prévu. Il a été constaté une reprise spontanée de la végétation en particulier sous forme d'arbustes sur les surfaces délaissées et merlonnées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbure doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.
Constats : Le séparateur d'hydrocarbure est nettoyé, vidangé et contrôlé deux fois par an par une entreprise extérieure spécialisée. En 2021, les interventions ont eu lieu le 16 juin et le 10 décembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites de rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Paramètre et Concentrations maximale (mg/l) MES < 35 DCO < 125 HCT < 5 L'analyse est faite selon les normes en vigueur. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.
Constats : Annuellement, une analyse des eaux en sortie de décanteur/séparateur est réalisée. Le prélèvement est réalisé par l'exploitant et l'analyse par le laboratoire EUROFINs. Les résultats des dernières mesures du 01/07/2021 donnent: pH : 7,8 MES : 3 mg/l DCO : 6 mg O2/l HCT < 0,1 mg/l T : 20,1 °C (température mesurée par le laboratoire sur l'échantillon)
NON-CONFORMES : - absence de mesures des rejets en sortie de bassin de décantation des eaux de ruissellement de la carrière (rejet dans le milieu naturel).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination de déchets
Prescription contrôlée : Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.
Constats : Les nettoyages du dispositif de traitement des eaux de ruissellement de l'aire de ravitaillement donnent lieu à des bordereaux de suivi de déchets dangereux. OBSERVATION : Les BSD présentés par l'exploitant ne précisent pas le lieu de production des déchets (Saint Igny de Roche) mais uniquement le nom du producteur et l'adresse du siège (SAS THIVENT La Chapelle sous Dun).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet